# Mines d’uranium région d'Arlit au Niger
## plus de 40 ans d'exploitation par la France

Situées dans le nord du Niger, dans la région d’Agadez, deux grandes mines d’uranium ont été exploitées à Akodan et Arlit depuis les années 1970, principalement par des entreprises françaises : **Somaïr** (à ciel ouvert) et **Cominak** (mine souterraine, fermée en 2021 après épuisement des ressources). **Imouraren**, laissé « en attente » possède des réserves importantes et reste actuellement largement exploitable.

Avant que le gouvernement nigérien ne négocie l’extraction de l’uranium, la région d’Arlit était un territoire où transitaient librement les peuples nomades. L’arrivée de l'entreprise Areva a obligé les Touaregs à quitter leurs zones d'élevage nomade pour laisser place aux sites d’extraction qui rapidement ont complètement bouleversé les paysages naturels.
A Arlit, l’uranium a nourri des espoirs dès que le groupe français Areva (renommé Orano en 2018) a commencé à en exploiter les gisements. Ex-nomades et travailleurs venaient nombreux dans cette région aride remplir la cité ouvrière que l’on appelait alors « le second Paris ». Aucun ne se doutait du danger invisible de la radioactivité ni du désastre écologique qui s'ensuivrait.
Quarante ans plus tard, le Niger est devenu le deuxième fournisseur d’uranium d’Areva et l’exploitation des mines de la Cominak et de la Somaïr a eu des conséquences négatives sur la santé des populations et, concernant les milieux naturels, causé des dégâts irréversibles pour de longues années qu'il s'agisse des sols et surtout de l'eau.

## Consommations d'eau utilisées par la France pour l'extraction du minerai d'uranium

L’exploitation minière à Arlit s’est appuyée quasi exclusivement sur une **nappe fossile** qui a été vidée à un rythme **non renouvelable** à échelle humaine, entraînant une **pression importante sur l’accès à l’eau potable pour la population locale**. Le contraste entre la consommation très élevée des cités minières accueillant les cadres et salariés AREVA et la pénurie ressentie parmi les populations locales a été régulièrement dénoncé par les ONG et associations civiles.
Les études hydrogéologiques ont relevé un abaissement du niveau d’eau supérieur à 50 m dans les zones les plus affectées par les activités minières autour d’Arlit entre 2002 et 2019. Une estimation affirmait en 2004 qu’environ **70 % de la réserve fossile du Tarat avait déjà été épuisée**.

Sur plus de **40 ans d’exploitation**, Areva (devenu Orano) a extrait **gratuitement** environ **270 milliards de litres d’eau** ce qui équivaut à **270 millions de m³** utilisés pour les activités minières (traitement, lixiviation, exhaure) et la consommation humaine et celles des divers bâtiments de services logistiques et administratifs.
Les salariés d’Areva et leurs familles résident dans des cités minières (environ 10.000 personnes) et les plus démunis (près de 130.000) vivent dans la ville : quand Areva utilise environ **27000m³/jour**, la ville ne reçoit que **~2 000 m³/jour.** L'eau et l’électricité sont en effet réservées en priorité aux activités d’Areva et aux cités des salariés, les populations locales doivent se contenter de la portion congrue.

Les volumes prélevés et les abaissements de la nappe observés sont autant d'alertes des menaces qui concernent directement la durabilité de l’approvisionnement en eau de l'ensemble de la région : une raréfaction de la ressource qui accélère la **désertification**, la perte de biodiversité et la dégradation des systèmes pastoraux.
De plus, après usage industriel, une partie de l’eau extraite est souvent **contaminée par des résidus radioactifs et chimiques**, la rendant impropre à la consommation ou l’irrigation.

# Enjeux géopolitiques et changement de rapports de force
# La fin des privilèges pour la France !

ORANO/Areva et, a fortiori, l'État français, ont profité pendant des décennies de conditions très avantageuses pour l'exploitation de l'uranium au Niger, une ressource stratégique dont la France ne pouvait se passer lors du lancement de la production d'électricité par l'énergie nucléaire grâce à la construction en quelques années de 58 réacteurs. Une dépendance qui l'a conduite à maintenir, pendant de nombreuses années un constant partenariat avec le Niger mais le plus souvent déséquilibré et au détriment de ce dernier.

Depuis 2006, le Niger cherchait à reprendre le contrôle de ses ressources naturelles et à obtenir des retombées financières plus importantes pour l'exploitation d'un minerai d'uranium que l'entreprise française exploitait depuis près de 45 ans. **Outre la gratuité de l'eau utilisée**, jusqu'en 2014, ORANO ne versait au Niger qu'une redevance de 5,5 % sur son chiffre d'affaires, tout en bénéficiant par ailleurs d'importantes exonérations de taxes (carburants, droits de douane...) alors que par ailleurs exploitant aussi d'autres mines d'uranium, le groupe a acquitté une redevance de 10 à 12% au Canada jusqu'en 2013, et de 18,5% au Kazakhstan.

Des années durant, Areva a réussi à ce que les conventions avec le Niger ne soient jamais modifiées. Il était en effet prévu de passer progressivement de 5,5% à 9% et 12% mais Areva a réussi à garder le taux de 5,5%. L'entreprise est toujours restée exemptée d'impôt sur les sociétés, privant les collectivités locales de sommes qui leur auraient permis d'accueillir davantage d'enfants dans les écoles par exemple (source Oxfam).

Jusqu'en **2023**, le Niger fournissait environ **15 à 20 % de l'uranium** utilisé par les centrales françaises mais suite au **coup d'État en juillet** la junte militaire au pouvoir a repris le contrôle de ses ressources minières en nationalisant complètement la filière pour adopter une nouvelle position au sein du marché mondial du nucléaire mettant de ce fait fin à toute **exportation d'uranium nigérien vers la France**.

**21 juin 2024**, alors qu'elle avait déjà investi d'importantes sommes en vue de l'exploitation d'un des plus grands gisements au monde, celui d'Imouraren, avec des réserves estimées à 200 000 tonnes, l'entreprise ORANO dont l'État français détient 90 %, a fait les frais des tensions diplomatiques entre Paris et les putschistes ayant pris le pouvoir au Niger et s'est vu retirer tout permis d'exploiter.

Depuis la fermeture de la Compagnie des mines d'Akokan (Cominak) en 2021, seul le site de la Somaïr était encore actif : ORANO possédait 63,4 % de la Somaïr, détenue pour le reste par la Sopamin, société d'État du Niger. ORANO espérait signer une nouvelle convention pour poursuivre une exploitation qui emploie 780 collaborateurs et autant de sous-traitants à 99 % Nigériens. Cela n'a pas été le cas.

En **juin 2025**, la rupture totale est consommée, la France est exclue du marché, Orano est expropriée. Cela marque **la fin d'une ère postcoloniale.** Une décision qui a conduit la France à trouver de nouveaux fournisseurs à des conditions de ce fait moins favorables : Kazakhstan, Canada, mais aussi Ouzbékistan, Namibie, Mongolie.

Le gouvernement nigérien a nationalisé la Somaïr et s'engage dans une politique plus souverainiste. Cette transition s'effectue dans un **contexte de tensions politiques, de risques environnementaux élevés non résolus**, et d'incertitudes techniques quant à la gestion future des sites contaminés.

L'avenir du Niger comme **acteur stratégique du nucléaire mondial** dépendra de sa capacité à remettre à niveau son écosystème minier, tout en répondant aux attentes légitimes des populations touchées par des décennies d'exploitation non compensées par les producteurs avec des dégâts environnementaux colossaux et des populations

exposées à de graves risques sanitaires.

Le prix mondial de l'uranium étant à la hausse, le Niger peut tirer un **avantage géopolitique** de sa position. Le Niger, traditionnel "pays fournisseur" dominé par les grandes puissances étrangères, entend aujourd'hui **reprendre le contrôle total de ses ressources en uranium**, en refusant l'ingérence, en tentant de tirer un meilleur bénéfice pour son économie. Les dirigeants actuels du Niger ont ouvert leurs gisements à de nouveaux partenaires dont notamment la Russie (Rosatom), la Chine, mais aussi la Turquie, l'Inde... Ils ont opté pour une forme d'exploitation plus moderne avec des normes renforcées, celle d'une nouvelle mine, **Dasa**, opérée par la société canadienne Global Atomic via la SOMIDA (80% Global Atomic, 20% État du Niger). La production commerciale est prévue pour 2025-2026.

# Risques majeurs
## santé des habitants d'Arlit exposés à la radioactivité

Les populations qui vivent aux abords des sites d'extraction minière connaissent des problèmes sanitaires. Difficultés respiratoires, cancers, accouchements d'enfants mal formés… Mais ce sont surtout les retraités de la mine qui sont touchés.
Les maisons sont la plupart du temps fabriquées avec de l'argile pouvant contenir des éléments radioactifs et consolidées le plus souvent par des poutres que les ouvriers ont récupérées dans les mines. Les outils de la vie quotidienne (marmites, ustensiles) sont fabriqués avec la ferraille provenant également de la mine. Toutes les familles sont exposées journellement aux faibles doses radioactives que ces matériaux de construction et objets courants contiennent. Les sols sont contaminés de même que l'eau utilisée par les habitants qui, de plus, sont exposés en continu par les ré-envols de poussières chargées en particules radioactives issues des dizaines de millions de tonnes de déchets radioactifs laissés le plus souvent à l'air libre alors qu'il était prévu qu'ils soient recouverts.

## Environnement et paysage

Selon ORANO, le rapport de **l'étude de pré-faisabilité** du réaménagement de site de la SOMAÏR a été validé par le Conseil d'Administration en décembre 2017 et mis à jour en 2020 et présente les options de réaménagement pour tous les impacts présents.

Le rapport Social, sociétal et environnemental **2019-2020** de la Société des Mines de l'Aïr évoque entre autres la gestion des stériles.
*…. Les tas de résidus de lixiviation statique reposent sur une aire recouverte de géotextile et de plastique rendant celle-ci imperméable. Les tas exploités seront recouverts de stérile pour protéger l'environnement des radiations dans le cadre du réaménagement du site ...*
*… les stériles miniers sont stockés en tas, tous de forme tabulaire. Ils sont visibles à plus de 20 km à la ronde. L'impact visuel reste toutefois acceptable dans la mesure où les formes sont régulières et la couleur des stériles est similaire à celle du reg avoisinant. La hauteur des verses est limitée et n'excède pas 40 mètres de haut pour se confondre avec les massifs naturels environnants. »*

Il fait également part des obligations réglementaires à respecter selon le plan de réaménagement du site après fermeture :
*« Assurer une stabilité pérenne en termes de sécurité et salubrité publiques - Réduire autant que raisonnablement possible les impacts résiduels (ALARA) - Limiter les surfaces soumises à des restrictions d'usage... ».*

En ce qui concerne la Cominak fermée en 2021, le projet de réaménagement du site a

commencé assez rapidement par le démantèlement de l'usine de traitement du minerai puis celui des équipements se trouvant au fond de la mine et la fermeture des accès. Par contre, la réhabilitation du site estimée à 5 ans et surtout celle des bassins d'effluents à 11 ans est donc compromise.

**La société civile, les ONG locales**, accusent ORANO (ex AREVA) d'avoir négligé les normes environnementales pendant des décennies ainsi d'ailleurs que l'État du Niger et les communautés locales, tous responsables d'un manque de régulation, de contrôle et de transparence. Il s'agit d'un héritage toxique qui risque de ne pas être traité car la réhabilitation des immenses espaces abandonnés est coûteuse, les déchets laissés sur place sont dangereux : des sites qui deviendront orphelins pour des décennies, où des millions de tonnes de résidus radioactifs sont stockés sans la moindre couverture et qui provoqueront à très long terme une grave pollution chronique persistante en matière de santé des habitants riverains. Des conséquences désastreuses pour l'environnement mais surtout pour les populations du fait de la contamination de leurs ressources en eau et de leurs sols nourriciers.

**Récemment évincés,** ORANO et l'État français, pourraient, après près de 50 ans d'exploitation des mines autour d'Arlit, ne pas assumer leurs obligations de réaménagements des sites délaissés, obligations pourtant liées aux autorisations d'exploitations. En accord avec la convention minière, le stock d'uranium prévu pour assurer le financement des travaux de réaménagement à la fin de l'exploitation minière pourrait s'avérer largement insuffisant pour garantir un réaménagement ne serait-ce que partiel.

## Question : quid des dettes écologiques humaines et environnementales qui perdurent ?

Envisager des réparations ne semble toujours pas à l'ordre du jour des actions à mener par les pays devenus riches grâce aux extractions minières au détriment des populations locales.
Accaparer un maximum de ressources et s'enrichir à court terme reste encore le choix de quelques pays au détriment de beaucoup d'autres, ce qui non seulement accentue les injustices sociales mais crée des afflux de migrants, des tensions géopolitiques et même des guerres
Il y a urgence à questionner les réels besoins des millions de consommateurs aisés au détriment de milliards d'êtres humains en grande précarité. La course à « l'électrification totale de la Société », modes de transports, infrastructures et terminaux numériques au prétexte de transition énergétique sous-entend inévitablement des dégâts humains et environnementaux du fait de la nécessité d'extractions de minerais et de terres rares.
S'il est urgent d'adopter des changements radicaux de comportements, sont également impératifs en parallèle des bouleversements politiques notoires et des règles commerciales réellement équitables. Nouveaux rapports mondiaux avec moins d'injustices sociales et un meilleur respect des milieux de vie, est-ce encore utopique ?

---